



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

**Le Comité Exécutif du CECAL vous présente ses meilleures salutations et  
vous invite à participer aux**

**« 3èmes rencontres Europe Amérique Latine de Biarritz »  
-le renforcement des partenariats en temps de crise-**

**8 et 9 novembre 2002  
Espace Bellevue**

Et spécialement à la

***5<sup>e</sup> table ronde – L'aide au développement (sous condition) :  
moteur de la lutte contre la pauvreté.***

Parrainage : Xabier ALBISTUR, Sénateur, ex-Maire de Saint Sébastien, Espagne

Modérateur : Yves SAINT-GEOURS, Directeur Général adjoint, Direction Générale de la  
Coopération Internationale et du Développement, Ministère des Affaires Etrangères, France

#### **Intervenants :**

Carlo BINETTI, Représentant pour l'Europe de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).  
Michel CELI VEGAS, Président du Centre d'Echanges et de Coopération pour l'Amérique latine, CECAL.  
Maria de los Angeles MORENO URIEGAS, Présidente de l'Assemblée législative du District Fédéral, ex-  
Présidente du Sénat et de la Chambre des Députés, Mexique.  
Fran EQUIZA, Directeur, Institut International de la « Gobernabilitat de Estudios para el Desarrollo.  
Osvaldo HURTADO, ex-Président d'Equateur, Président de la « Corporacion de Estudios para el  
Desarrollo ».  
Thierry DE PIERREFEU, Ministre du Tourisme, Honduras.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : contact@cecal.net  
http://www.cecal.net

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

**Conférence de M. Michel CELI VEGAS,  
Président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine – CECAL  
www.cecal.net**

**lors des « Troisièmes Rencontres Europe -Amérique latine de Biarritz »**

**« L'aide au développement (sous conditions) : moteur de la lutte contre la pauvreté ? »  
5<sup>ème</sup> Table ronde, samedi le 9 novembre 2002, 09h00**

Mesdames et Messieurs,

Au nom du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine (CECAL), organisation internationale basée à Genève - Suisse, je remercie M. Didier Borotra de nous avoir invité à participer à cette table ronde. Mes sincères félicitations aussi aux organisateurs de ces troisièmes rencontres, initiative précieuse permettant de renforcer les échanges entre l'Europe et l'Amérique latine.

A cette table ronde, je participe en tant que représentant d'une ONG qui joue le rôle d'interface et d'exécuteur de programmes et /ou projets dans le cadre de l'aide au développement. Mon exposé essaiera de présenter la situation structurelle et conjoncturelle de la pauvreté, d'établir les moyens d'action des ONG dans les mises en pratique sur les scènes internationale et nationale.

Réduire ou éliminer la pauvreté implique, d'une part, favoriser la croissance économique, et d'autre part, redistribuer les revenus de manière équitable. Une synthèse de la situation des 6 milliards d'habitants de la planète, montre les déséquilibres existants : 1.2 milliard de gens sont dans l'extrême pauvreté ; 800 millions dans la famine ; plus d'un milliard n'ont pas accès à l'eau potable ; le taux de croissance économique, en moyenne dans les pays pauvres n'atteint pas 1.6%. ; 15% de la population mondiale contrôlent 80% des richesses de la planète. Ce panorama aura tendance à s'exacerber si l'on considère que dans cinquante ans la population atteindra 9 milliards d'êtres humains dont la plupart viendront des pays les plus pauvres et se concentreront dans les zones urbaines. Selon la CEPAL, en Amérique latine, au moins 117 millions des 224 millions de pauvres que compte la région sont des jeunes de moins de 20 ans ; si les objectifs du Sommet de Copenhague, de réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, étaient atteints, ceci signifierait que le nombre d'enfants et d'adolescents pauvres devrait donc avoisiner les 60 millions ; pour cela, il faudrait un taux de croissance économique d'au moins 5% par an.



**ECCLA - CECAL  
CICAL**

P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

En septembre 2000, les Etats membres de l'ONU ont adopté « Le Millenium Development Goals » fixant comme objectifs pour 2015, d'éradiquer l'extrême pauvreté et la famine dans le monde, de même que de promouvoir l'éducation et combattre le fléau du sida. Atteindre ces objectifs ambitieux présuppose une croissance économique annuelle de 3.6% ainsi qu'une réduction des inégalités entre pays par le biais des échanges internationaux. Néanmoins ces derniers mois, la situation économique s'est dégradée suite au déclin simultané de l'activité économique dans les principaux pays industrialisés, l'éclatement de la bulle financière liée aux technologies de l'information, la correction brutale des marchés financiers et les attentats du 11 septembre 2001. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a annoncé en octobre que le commerce mondial s'était contracté l'an dernier pour la première fois depuis 1982 avec une diminution en volume de 1.5% ; pendant les six premiers mois de 2002, les importations de l'Union européenne et des Etats-Unis exprimées en dollars ont baissé de 6%, alors que celles du Japon et d'Amérique latine ont reculé de plus de 10%. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), a annoncé en septembre que les investissements étrangers directs (IED) ont connu en 2001 leur plus forte baisse depuis 30 ans ; en Amérique latine la baisse des IED a été de 11%.

Dans ce panorama, l'aide au développement, bilatérale ou multilatérale, devient un complément prioritaire du commerce et des investissements. Lors du Consensus de Monterrey en mars dernier, les Etats-Unis et l'Union européenne ont décidé d'augmenter leurs contributions d'aide au développement pour atteindre respectivement 0.15% et 0.39% de leur produits intérieurs bruts, en 2006. Cette aide est conditionnée par l'établissement de gouvernements justes et par l'encouragement à la liberté économique. Même si ces montants paraissent infimes, ces décisions montrent la préoccupation des pays industrialisés à apporter des ressources pour réduire la pauvreté dans la planète.

ONG et aide au développement représentent les options de plus en plus envisagées pour faciliter le développement des pauvres. Les organisations internationales, gouvernements et entreprises ont une tendance croissante à reconnaître les avantages comparatifs dont disposent les ONG en tant que représentantes de la société civile : le rôle d'interface et de sensibilisation ; l'expérience et la diversité dans les domaines d'action ; la connaissance sur le terrain ; la défense des principes fondamentaux ; l'interrelation et l'interconnexion internationale.

Sur le plan international, la réunion ministérielle de Doha en novembre 2001, la Conférence sur le Financement du Développement de Monterrey en mars 2002 et la Conférence sur le Développement Durable de Johannesburg de septembre dernier, montrent une présence active des ONG. Dans les réunions préparatoires, dans les réunions techniques, dans les programmes nationaux, régionaux et globaux ainsi que dans l'élaboration des Résolutions, le travail des ONG est remarquable. Le 17 octobre, jour contre la pauvreté, décidé par les Nations Unies, est le fruit de l'initiative du Mouvement International ATD/quart monde, ONG basée en France.



P.O. Box 5481  
CH-1211 Geneva 11  
SWITZERLAND

Tel: + 41 22 320 35 56  
Tel : +41 79 419 91 36  
Fax: +41 22 329 29 05  
E-mail : [contact@cecal.net](mailto:contact@cecal.net)  
<http://www.cecal.net>

ECCLA - Exchange and Cooperation Centre for Latin America

CECAL - Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine

CICAL - Centro de Intercambios y Cooperación para América Latina

Sur le plan national, les ONG répondent aux appels d'offres, élaborent leurs propres projets et sont partenaires d'organisations locales ou nationales. Le programme BERUM (Bibliothèques pour éducateurs ruraux et urbains marginaux), mis en place par Interandes et financé par la Confédération suisse, moyennant le Fonds de Contre-valeur Pérou - Suisse, créé lors de la renégociation des dettes des deux pays, est l'exemple d'une ONG travaillant dans des zones dans lesquelles les populations locales sont les bénéficiaires directs. Le programme compte avec le patronage de la Commission suisse auprès de l'UNESCO et crée des synergies entre le Ministère de l'Éducation, des municipalités et des groupements locaux incorporant des enseignants des zones andines péruviennes en les considérant comme le noyau du développement local. D'un côté, les enseignants reçoivent une formation pour combler les lacunes pédagogiques, améliorer leurs tâches traditionnelles et s'adapter aux changements de la société. De l'autre, ils sont formés pour créer des entreprises artisanales et familiales en utilisant des avantages comparatifs de la région ; ils deviennent des entrepreneurs favorisant l'intégration et diminuant ainsi l'écart socio-économique avec les zones urbaines.

Pour conclure j'aimerais présenter certaines réflexions sur la signification de réduction de la pauvreté :

- Réduire la pauvreté selon les critères uniquement de charité de certains bailleurs de fonds équivaut à masquer les vraies causes des inégalités.
- Réduire la pauvreté signifie considérer les conditions particulières de chaque pays afin de mieux utiliser les ressources humaines, financières et technologiques.
- Réduire la pauvreté signifie incorporer les secteurs les plus vulnérables de la société (les femmes, les enfants) et les plus marginalisés de l'économie (les travailleurs informels) dans les programmes d'aide au développement.
- Réduire la pauvreté signifie exécuter des projets en utilisant des avantages comparatifs des ONG suivant l'évolution de l'économie internationale, à savoir dans les domaines de micro finance, développement durable et nouvelles technologies de l'information.

Michel CELI VEGAS, novembre 2002



**3èmes Rencontres Europe - Amérique latine de Biarritz  
8 et 9 novembre de 2002**

**5<sup>e</sup> table ronde - L'aide au développement (sous condition) :  
moteur de la lutte contre la pauvreté.**

**Parrainage :**

- Xabier Albistur, Sénateur, ex-Maire de Saint Sébastien, Espagne

**Modérateur :**

- Yves Saint-Geours, Directeur Général adjoint, Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement, Ministère des Affaires Etrangères, France

**Intervenants :**

- Carlo Binetti : Représentant pour l'Europe de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Michel Celi Vegas : Président du Centre d'Echanges et de Coopération pour l'Amérique latine, CECAL.
- Maria de los Angeles Moreno Uriegas : Présidente de l'Assemblée législative du District Fédéral, ex-Présidente du Sénat et de la Chambre des Députés, Mexique.
- Fran Equiza : Directeur, Institut International de la « Gobernabilitat de Estudios para el Desarrollo ».
- Osvaldo Hurtado : ex-Président d'Equateur, Président de la « Corporacion de Estudios para el Desarrollo ».
- Thierry de Pierrefeu : Ministre du Tourisme, Honduras.

## **L'urgence d'une réforme**

**« En Amérique latine, il n'y a plus de prétexte pour justifier la pauvreté ». Cette citation de Carlos Fuentes, rapportée par le sénateur espagnol et ex-maire de Saint-Sébastien Xavier Albistur, a donné le ton. Parce que la pauvreté est une violation des droits de l'homme, son éradication, même utopique, est un défi que les sociétés se doivent de relever. L'idée, indiscutable, n'a pas été discutée. Mais la question du moyen a été largement débattue, avec un fil conducteur : face à la pauvreté, la charité est inutile. Seul remède légitime ? « Un vrai développement social », comme l'a souligné Maria de los Angeles Moreno Uriegas, présidente de l'Assemblée législative du District fédéral mexicain. Au sommet de Monterrey, en mars 2002, les pays occidentaux ont décidé d'augmenter leur contribution à l'aide au développement. Mais comment utiliser cette aide accrue de manière efficace ?**

La BID (Banque Interaméricaine de Développement) travaille justement à améliorer les mécanismes d'aide. Son représentant européen Carlo Binetti a dressé un bilan mitigé des réformes menées dans les années 1990. « C'est l'histoire du verre à moitié plein ou à moitié vide », a-t-il résumé.

Une intégration internationale et régionale des pays a été ébauchée, mais les réformes n'ont pas triomphé de la pauvreté. De terribles problèmes sociaux subsistent et provoquent une gigantesque crise de confiance au sein des populations. Pour rendre l'aide au développement plus efficace, la BID définit de nouveaux critères : stabilité macroéconomique, rénovation des institutions, compétitivité économique, augmentation des exportations, santé des PME et enfin, établissement de réseaux de protection sociale, pour que l'Etat puisse compenser les inégalités sociales.

Pour Michel Celi Vegas, Président du Centre d'Echanges et de Coopération pour l'Amérique latine (CECAL), la solution réside dans une croissance économique plus forte, mieux répartie entre les pays. Solution d'autant plus urgente qu'au moins 117 millions des 224 millions de pauvres en Amérique latine ont moins de 20 ans. Accepter une telle situation, c'est assombrir l'avenir. Il faut également accroître la coopération entre Etats, ONG et entreprises, pour mieux ajuster l'aide au développement à l'échelle locale.

Osvaldo Hurtado, ex-président d'Equateur et président de la Corporación de Estudios para el Desarrollo, a été plus loin, en affirmant que l'aide au développement était inutile si le pays récepteur ne se structurait pas de lui-même, politiquement et économiquement. *« C'est au premier chef la mission de l'Amérique latine et de ses pays de faire baisser la pauvreté, en organisant leurs gouvernements »*, a-t-il affirmé. A titre de modèle à suivre, il a cité l'Espagne, qui a rattrapé son retard sur les autres pays européens grâce à l'établissement d'une bonne gouvernance : démocratisation et renforcement des institutions. La résolution de la pauvreté en Amérique latine repose donc sur l'établissement d'institutions publiques stables et efficaces, capables de contrôler le système financier et de mettre en œuvre un système éducatif public égalitaire. L'aide au développement doit être mise au service de cette tâche.

Maria de los Angeles Moreno Uriegas a insisté sur l'importance, pour les pays d'Amérique latine, de pouvoir vendre leurs produits de base sur les marchés occidentaux, dans le cadre d'un système de libre-échange comme celui qui unit le Mexique aux Etats-Unis. Selon elle, les échanges avec l'Europe devraient suivre cette voie.

Autre idée force, développée par Thierry de Pierrefeu, ministre du tourisme du Honduras : chaque pays doit développer ses avantages préférentiels pour être compétitif. Le tourisme durable, qui s'appuie sur des mécanismes de décentralisation, de respect de l'environnement et de préservation du patrimoine, peut par exemple, être un outil transversal de lutte contre la pauvreté. Important également : la rationalisation de la distribution de l'aide. *« A présent, c'est comme si nous écrivions au Père Noël pour demander ce dont nous avons besoin, a illustré le ministre. Mais il faut mettre en place des processus de gestion de l'aide, notamment à l'échelle régionale. »*

La réponse la plus directe à la question de départ a été donnée par Fran Equiza, directeur de l'Institut international de la Gobernabilitat de Catalogne. Non, pour lui, l'aide au développement n'est pas un moteur de lutte contre la pauvreté. Ses succès sont trop relatifs. La déclaration du millénaire visait, d'ici à 2015, une baisse de moitié des personnes vivant avec moins d'un dollar par jour. Ces personnes étaient 29 % en 1990, 23 % en 1999. Mais à y regarder de plus près, les résultats sont très variables d'une région à l'autre. En Amérique latine, la pauvreté extrême n'a baissé que de deux points, et représente encore 15 % de la population. Pourquoi ? D'abord, parce que l'aide au développement souffre d'un déficit quantitatif : la plupart des pays donateurs ne respectent pas le taux de 0,7 % du PIB.

Ensuite, la qualité de la gestion de l'aide laisse à désirer : conditionnalité, réception et utilisation restent opaques. Il faut donc à tout prix réformer les conditions de la délivrance, en améliorant le fonctionnement des institutions dans les pays récepteurs. Mais aussi à l'échelle internationale : un système de gouvernance globale, *« ouvert, prévisible et non-discriminatoire »* est indispensable. Et Fran Equiza de conclure : *« Il est nécessaire*

*de réformer l'aide au développement, mais sans instrument international pour renverser la situation riches/pauvres, ça ne sert à rien. »*



Centre de **Management** Euro - Amérique Latine

Centro de Management **Euro - Latinoamericano**

**Biarritz**

## « 3èmes Rencontres Europe Amérique Latine de Biarritz »

- *Le renforcement des partenariats en temps de crise* -

**8 et 9 novembre 2002**  
**Espace Bellevue**

# Programme

Débats animés par **Aberto Pelaez**, Directeur du Bureau de Televisa à Madrid



## **VENDREDI 8 NOVEMBRE (salle « auditorium »)**

**8h50 : Introduction** par **Jean-Jacques Lasserre**, Président du Conseil Général des Pyrénées Atlantiques, France

### **Ouverture des Rencontres :**

**9h00 : Luisa Fernanda Rudi Ubeda**, Présidente du Congrès des Députés, Espagne

**9h20 :** « Evolutions politiques en Amérique Latine et impact sur les relations avec l'Europe » **Oswaldo Hurtado**, Ancien Président d'Equateur

### **9h40 : 1ère table ronde : Les entreprises et les banques face aux faillites des Etats souverains**

*Parrainage : Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, Carlos Quenan, Maître de Conférences*

**Ricardo Ffrench Davis** (Conseiller en politique économique, Nations Unies – CEPAL),

**José Luis Machinea** (Conseiller spécial de la BID, ex-Ministre de l'Economie, Argentine),

**Abelardo Pachano** (Président de la Banque Produbanco, Equateur),

**João Rendeiro** (Président de la Banque Privée Portugaise, Portugal),

**Franck Riboud** (Président Directeur Général du Groupe Danone, France),

**Lizardo Arturo Sosa Lopez** (Président de la Banque Centrale du Guatemala).

\*\*\*\*

**11h00 : Arturo Montiel**, Gouverneur de l'Etat de México, Mexique

\*\*\*\*

### **11h15 : 2ème table ronde : Les négociations de l'Union Européenne avec ses partenaires latino-américains**

*Parrainage : Institut d'Etudes Politiques de Paris, Chaire Mercosur, Alfredo Valladão*

**Roberto Abusada Salah** (Directeur de l'Institut Péruvien d'Economie, Pérou),

**Rosendo Fraga** (Président de la Fondation « Unión para la Nueva Mayoría », Argentine),

**Carlos Alberto Simas Magalhaes** (Représentant du Président de la République pour le Mercosur, Brésil),

**José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra** (Vice-Président du Groupe du Parti Populaire européen – Démocrates Chrétiens, Parlement Européen),

**Gilman Viana Rodrigues** (Vice-Président de la Confédération Nationale de l'Agriculture, Brésil),

**Jorge Tarud**, Président de la Commission des Affaires Etrangères, Congrès des Députés, Chili

\*\*\*\*

**12h40 : Juan José Ibarretxe Markuartu**, Président de la Communauté Autonome du Pays Basque

**13h00 : Déjeuner des “Rencontres”**, dans la “Rotonde” de l’Espace Bellevue (sur invitation)  
Offert par : la Société Alstom

\*\*\*\*

**14h30 : François Bayrou**, Député des Pyrénées Atlantiques, Président de l’UDF, Ancien Ministre, France

**14h50 : 3ème table ronde : Le partenariat public/privé : clé essentielle du développement**

*Parrainage : ESCP-EAP European School of Management, Centre d’Etudes et de Recherche Amérique Latine Europe CERALE, Jean-Michel Saussois, Professeur*

**Marie-Françoise Bechtel** (Directrice de l’Ecole Nationale d’Administration “ENA”),  
**Michel Camdessus** (Ancien Directeur Général du FMI, France),  
**Fernando Carrión M.** (Directeur de Flacso – « Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales »),  
**Julio Castellanos** (Secrétaire National du PAN, Secrétaire à l’action gouvernementale, Mexique),  
**Mauricio Macri** (Candidat à la Mairie de Buenos Aires, Argentine),  
**Demetrio Sodi** ( Sénateur, Mexique),

**16h30 : 4ème table ronde : Stratégies de pénétration du marché en Europe et en Amérique Latine**

*Parrainage: Institut Italo-latinoaméricain, Ambassadeur Ludovico Incisa di Camarena*

**Francisco Aznar Vallejo** (Vice Conseiller d’Action Extérieure et des Relations institutionnelles, Gouvernement des Canaries, Espagne),  
**Jean-Michel Gires**, (Directeur, Développement des Durables, Totalfinaliel, France),  
**Gustavo Marturet** (Président du “Banco Mercantil”, Venezuela),  
**Jaime Ravinet de la Fuente**, (Ministre de l’Urbanisme et des Biens Nationaux, Chili),  
**Hugo Varsky** (Président du Comité International du Club des Régions, Groupe Bolivar, Argentine),

\*\*\*\*

**17h45 : Fernando Margain**, Président de la Commission des Affaires Etrangères, Sénat, Mexique

**18h05 : Jean-Michel Gaussois**, Directeur “Amériques”, Ministère des Affaires Etrangères

\*\*\*\*

En parallèle et dans la salle “Rhune” se tiendront de **14h30-17h30** :  
**les “Rencontres PME-PMI : réussir son partenariat en Amérique Latine”**

**Un espace créativité, “Espace Encontrarse” sera ouvert aux participants à partir de 17h30 à côté de la salle des pauses cafés**

\*\*\*\*

**20h30 : Dîner des “Rencontres”** à l’Hôtel du Palais (sur invitation)  
Offert par : les Sociétés Ondéo et la Lyonnaise des Eaux

## **SAMEDI 9 NOVEMBRE (salle « auditorium »)**

**8h45** : “Quel avenir pour l’Amérique Latine?” **Ernesto Samper**, Ancien Président de Colombie

**9h00** : 5ème table ronde : *L’aide au développement (sous conditions) : moteur de la lutte contre la pauvreté ?*

*Débat animé par* : **Yves Saint-Geours**, Directeur Général adjoint, Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement, Ministère des Affaires Etrangères, France

*Parrainage* : **Xabier Albistur** ( Sénateur, ex-Maire de Saint-Sébastien, Espagne),

**Carlo Binetti**, (Représentant pour l’Europe de la Banque Interaméricaine de Développement),

**Michel Celi Vegas** (Président du Centre d’Echanges et de Coopération pour l’Amérique Latine, CECAL),

**María de los Angeles Moreno Uriegas** (Présidente de l’Assemblée législative du District Fédéral, ex-Présidente du Sénat et de la Chambre des Députés Mexique),

**Fran Equiza** (Directeur, Institut International de la « Gobernabilitat » de Catalogne, Espagne),

**Oswaldo Hurtado** (ex-Président d’Equateur, Président de la « Corporación de Estudios para el Desarrollo »),

**Thierry de Pierrefeu** (Ministre du Tourisme, Honduras)

**10h30** : 6ème table ronde : *Vers un meilleur équilibre entre Etats-Unis et Europe en Amérique Latine*

*Parrainage*: *Conférence des Régions Périphériques Maritimes, (CRPM), Xavier Gizard, Secrétaire Général*

**Patricia Bullrich** (Présidente du parti politique « Unión por Todos», ex-Ministre du Travail, Argentine),

**Cuauthemoc Cardenas** (Président de la « Fundación para la Democracia Alternativa », Maire de Mexico 1997-2000, Mexique),

**Carlos Cortés** (Rédacteur en Chef de « La Nación », Costa Rica),

**Luiz Felipe Lampreia** (ex-Ministre des Affaires Etrangères, Brésil),

**Jacques Marcovitch** (Secrétaire d’Etat à l’économie et à la Planification de l’Etat de São Paulo, Brésil),

**Jean-Philippe Thierry** (Président Directeur Général du Groupe AGF, France)

**Ramón Torrent** (Directeur de l’Observatoire de la Globalisation, Université de Barcelone, Espagne).

\*\*\*\*

**Clôture des Rencontres** : **Javier Pérez de Cuellar**, Ambassadeur du Pérou en France, ancien Secrétaire Général de l’ONU